

2234

ÉCLAIR-JOURNAL - DOPE SCHEET - Renseignements sur documents enregistrés

Date et endroit 25/10/50 Paris
 Sujet Salan
 Opérateurs images milici son 56.949
 Lumière intense Nature et qualité du son
 Métrage images 50 Négative employée TRI X
 Concurrents présents - Pathe
 Nombre de boîtes images 2 son Voiture sonore et matériel utilisé
 - V. Geste du Palais d'Asay
 - A Plan de 14" Payache
 - " " Bidault

- Arrivée du journal Salan
- le P. journal Salan.
- Vue journal
- Plan de journalistes
- Différents plans

CONFERENCE DE PRESSE

tenue par le Général Raoul SALAN

le 25 Octobre 1960, à 16 heures

-:-:-:-

Mesdames, Messieurs,

Le Ministre des Armées m'a interdit de retourner en Algérie, dans cette portion du territoire National, dont j'ai eu l'honneur de garantir l'intégrité ainsi que, et surtout, la fidélité à la Mère Patrie, durant les heures tragiques d'une période historique.

Cette décision gouvernementale, prise à mon égard, s'inspire dans le fond comme dans la forme d'un arbitraire peu compatible avec le jeu d'institutions réellement démocratiques. Elle apparaît essentiellement comme un expédient autoritaire, doublé d'une solution de facilité susceptible d'éluder toute discussion gênante sur le statut actuel de l'Algérie et du Sahara qui font encore, qu'on le veuille ou non, partie intégrante de la République une et indivisible, et dont, dans le cadre de notre actuelle constitution, nul n'a reçu mandat d'en décider l'abandon.

Mon propos reste donc centré sur cette notion tangible, mesurable, objective de l'Intégrité Territoriale de la Nation à laquelle viennent s'opposer des notions subjectives, idéologiques et partant mal déterminées, des solutions à prétentions philosophiques, à contours imprécis d'exégètes mais aussi la collaboration d'auxiliaires bénévoles conscients ou inconscients qui prennent la responsabilité de créer le climat intérieur favorable à leurs idéologies anti-nationales.

Il convient en effet, pour eux, de détériorer et ensuite de détruire tout ou partie du sens territorial national, chose pourtant malaisée en France, car le Pays s'est toujours dressé depuis des siècles pour assurer l'intégrité de son patrimoine.

Tout paraît en fait être mis en oeuvre pour démoraliser le Pays et lui donner mauvaise conscience. L'affaire Jeanson en est un des exemples les plus nets. L'apologie de la rébellion, de la trahison, le scandaleux et infamant développement du procès, le malaise qu'il a provoqué dans les coeurs français, m'a amené à alerter l'opinion pour lui rappeler que l'Algérie est terre de souveraineté française.

.... /

SALAN

Mais l'Algérie n'est hélas pas le seul sujet qui ait créé et entretenu un malaise dans l'esprit des français. Sur le plan intérieur la Constitution est constamment ignorée. De grands problèmes passent au second plan, ainsi que des problèmes réalistes mais nécessairement ardues et urgents, tels entre autres que l'amélioration du niveau de vie physique et moral des classes laborieuses, intellectuelles et manuelles, ainsi que le problème de la jeunesse.

Quant à l'Armée qui se sacrifie aux tâches qui lui sont confiées, elle est surprise par une politique qu'elle saisit mal et par la crainte de décisions qui, à ses yeux, rendraient une fois de plus entièrement vains les efforts qu'elle consent depuis si longtemps.

Sur le plan international, le Pays tout entier ressent douloureusement les conséquences d'une politique qui conduit à l'isolement de la France, à l'amoindrissement de son influence dans tous ces Etats qui la tenaient pour guide, enfin à l'éclatement de la Communauté franco-africaine.

La gravité de la situation m'incite à examiner, devant vous, Mesdames Messieurs, certains de ses aspects.

LA PAIX EN ALGERIE EST UNE NECESSITE POUR LE PAYS ET POUR LE MONDE LIBRE.

Le 13 Mai 1958 fut pour l'Algérie l'origine d'un grand espoir, celui de la Paix dans la Fraternité. Occupant alors le poste que vous savez j'ai voulu, pleinement conscient de mes responsabilités devant le Pays, garantir d'abord la cohésion de l'Armée, puis réaliser, dans le calme, la concorde et l'unité nationale, les réformes locales nécessaires à la révolution politique, qui s'imposaient pour maintenir dans ses limites territoriales, la France de Dunkerque à Tamanrasset.

Le 13 Mai, pour la première fois dans l'Histoire de France, l'Armée a pris une initiative politique.

Elle était au combat depuis presque vingt ans, dans la guerre mondiale d'abord, menant ensuite seule la guerre subversive en Extrême-Orient, puis en Algérie. Décimée, mal comprise, mal soutenue par le Pays, objet d'affreuses calomnies, le cœur brisé, l'âme indignée, elle est demeurée calme, maîtresse d'elle-même, continuant à accomplir son devoir avec une totale abnégation dans son action purement militaire et avec l'intelligence de sa double mission de combattre la rébellion et de gagner le cœur des populations. Elle a donné l'exemple des vertus qu'on attendait d'elle et reconquis la confiance du Pays.

La guerre subversive ayant entravé les relations des autorités civiles avec ces populations, l'armée seule était en contact direct avec

elle. Ce n'est pas d'aujourd'hui, mais depuis plus d'un siècle qu'elle participe à la politique musulmane avec les bureaux arabes de Bugeaud d'abord, les Affaires Indigènes et maintenant les S.A.S. et aussi toutes les petites unités aux remarquables services desquels on ne saurait trop rendre hommage.

Avec une vue très nette de l'importance de la question algérienne lorsque l'Armée a été en droit de craindre que l'Algérie pût être séparée de la France, elle a participé au Mouvement du 13 Mai, véritable cri de fidélité à la Mère Patrie. L'Armée a purifié le mouvement en le gardant de tous excès et de toutes influences d'intérêts particuliers. La Grande Muette a parlé, elle a été entendue parce qu'elle inspirait confiance au Pays.

Elle peut en être fière.

Elle en a du reste été récompensée par l'Ordre Général du 6 Juin 1958 que lui adressait le Général de Gaulle : - Je cite : "Je sais l'œuvre que, sous les ordres de vos chefs, vous accomplissez avec un courage et une discipline exemplaires pour garder l'Algérie à la France et pour la garder Française....

".... La confiance que la population manifeste à l'Armée et dont j'ai eu tant de preuves me donne la certitude que vos efforts au service du Pays seront récompensés par un grand succès national. La France ici va gagner sa partie".

Le Général de Gaulle à qui j'avais lancé mon appel du 15 Mai, me paraissait le seul capable, au milieu des factions et des appétits, de sauvegarder sans heurt l'unité du Pays en maintenant l'Algérie Province Française. Pour atteindre ce but des deux côtés de la Méditerranée, le peuple français, malgré la diversité de ses opinions, lui a manifesté une complète confiance. Le 13 Mai de la Fraternité était aussi le 13 Mai de l'espoir, de l'espoir d'une Paix en Algérie, également désirée par tous de Dunkerque à Tamanrasset. Tandis que les Français pourraient espérer ainsi que la solution du problème apparaissait, les meneurs de la rébellion déconcertés craignaient de se voir contraints d'abandonner un combat inutile parce que privé de l'appui d'une population qui venait unanimement de proclamer son choix.

Cette situation éminemment favorable s'est rapidement dégradée pour ne pas avoir été spontanément et immédiatement exploitée.

Je ne veux pas discuter des solutions substitutives et fallacieusement nuancées envisagées successivement, mais je tiens à dire qu'à mon sentiment ce n'est pas par des tractations politiques avec les tueurs, dont les seuls objectifs sont la haine de la France et la sécession, que l'on obtiendra une paix honorable pour notre Pays.

La seule solution digne de la France et même de l'humanité, consiste à recréer cette Fraternité des communautés que nous avons vue

s'épanouir le 13 Mai 1958, de ces Communautés dont la cohésion opposera un rempart aux menées subversives et criminelles d'une minorité plus que jamais à la solde de l'étranger.

Traiter avec les rebelles qui se conduisent en assassins, et dont certains se plaisent à louer la résolution, le courage, je réponds NON.

La solution est au coeur même de l'Algérie, après en avoir protégé les frontières et interdit toute aide extérieure, dans cette grande majorité d'Algériens qui, délivrée de la peur du terrorisme, de représailles sanglantes, confirmera unanimement sa volonté de demeurer française. Encore faut-il lui ouvrir cette perspective.

Proclamer à la face du monde que l'Algérie demeurera ce qu'elle est, Française, que la France est prête à tous les sacrifices pour remporter une victoire française, voilà les conditions d'une paix véritable dans un avenir qui peut être proche.

Il y va de l'honneur du Pays qui ne saurait abandonner à un sort que l'on devine trop aisément des populations qui ont toujours témoigné, dans les épreuves nationales, autant, et récemment plus que les départements métropolitains, le plus grand dévouement à la Patrie.

Je ne sache pas que dans ces occasions d'aucuns leur aient discuté la Nationalité Française. Il serait difficile dans cette perspective de comprendre leur sanglant sacrifice. Je vous demande, Messieurs, pourquoi se bat-on, pourquoi sacrifie-t-on sa vie, si ce n'est uniquement pour maintenir dans ses limites le Territoire National et pour protéger son contenu aimé.

Il y va de l'Honneur du Pays, qui ne saurait aussi avoir fait couler pour la défense de cette province tant de sang et tant de larmes, qui ne saurait enfin livrer les rives de la Méditerranée et au-delà tout le continent africain, à l'hégémonie du monde totalitaire ; la France en Algérie défend l'Occident en barrant la route à l'impérialisme soviétique.

ETABLISSEMENT ET CONSOLIDATION DES VALEURS CONSTITUTIONNELLES.

Les solutions nouvelles proposées au problème algérien sont les conséquences de l'incertitude des structures institutionnelles actuelles, d'où l'esprit démocratique au sens le plus noble du terme est absent du fait de l'étouffement des assemblées qui se traduit par un manque total de l'expression populaire. Il faut se rendre à l'évidence, le domaine des décisions libres se rétrécit chaque jour.

Il convient dès lors de remédier à de semblables errements et de promouvoir une démocratie idéale compatible avec les données du monde actuel, démocratie s'inspirant du souci de maintenir la liberté la plus étendue dans les seules limites de l'intérêt général qui est aussi celui de chacun. Souvenons-nous que l'Univers nous envoie notre mission de Liberté.

Cette évolution est d'ailleurs attendue par tous les éléments sains de la Nation, notamment par notre splendide jeunesse effarée de la succession que ses aînés lui ont transmise face à une situation exceptionnelle, cette jeunesse pour laquelle et par laquelle nous devons tout entreprendre afin de rendre son prestige à la Grande Nation Française dont la mission mondiale demeure vitale.

Desserrons le monstrueux filet tissé par une technocratie dont les erreurs ne se comptent plus, et ouvrons en conséquence toute grande à notre jeunesse vibrante et saine les portes d'un recrutement noble et honnête donnant accès à toutes les branches vitales du Pays.

Cette réforme et cette institution d'une vraie démocratie doivent s'accompagner de fermeté à l'égard de certains éléments fort heureusement peu nombreux et tout particulièrement d'un certain milieu dont les théories infamantes n'ont d'ailleurs pas eu d'emprise sur nos jeunes conscients du rôle capital et constructif qui leur revient.

FORCE ATOMIQUE CERTES, MAIS SAUVEGARDE DES FORCES CONVENTIONNELLES.

Nul ne saurait raisonnablement contester à l'ère où nous vivons la nécessité pour un pays menacé de disposer d'une force atomique de dissuasion, et surtout de la bombe.

Mais dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, il s'agit de savoir si la France peut réaliser par ses propres moyens, techniques et financiers, une force de frappe nationale et autonome répondant véritablement à son objet, et dans quels délais ?

Dans l'état actuel des choses, la réalisation de la force de frappe envisagée, qui ne paraît avoir plus une valeur de symbole qu'une puissance de dissuasion valable, conduit déjà à hypothéquer gravement l'avenir de nos forces conventionnelles de l'Armée de Terre en particulier en limitant singulièrement les possibilités de renouvellement et de modernisation de ses matériels.

Si l'éventualité d'une guerre atomique ne peut être écartée, elle apparaît cependant moins probable dans la conjoncture actuelle que celle de conflits limités de forme classique ou que le développement de la subversion.

Or la France a le privilège de posséder une armée de terre, assortie de réserves, rompue et entraînée depuis 20 ans, aux formes de conflit classique et subversif. C'est là pour elle un atout de valeur qui doit lui permettre, avec la contribution qu'elle peut apporter dans la mesure de ses moyens à la force de frappe de l'Occident, de faire entendre sa voix dans l'organisation Atlantique.

Plus que toute autre Nation, la France doit posséder une force conventionnelle importante apte à mener les formes de guerre classique et subversive. Plus que tout autre en effet, elle est menacée par la guerre révolutionnaire qui allie les formes d'action classique et les formes d'action subversive.

Et à ce sujet il me paraît essentiel de souligner la nécessité pour les Français, de prendre conscience de l'existence de la "guerre révolutionnaire" et d'en tirer toutes les conséquences qui s'imposent pour développer au maximum la capacité de résistance et d'action non seulement de l'armée mais aussi et peut-être surtout, de la Nation.

Les formes de la guerre révolutionnaire nous sont maintenant bien connues et l'Etat se doit d'écouter davantage ceux qui s'étant penchés sur ce problème avec un esprit nouveau ont décelé les méthodes et les procédés les plus aptes à y faire face efficacement.

Mettre la Nation en état de résister à cette forme de guerre, puis de battre l'ennemi sur son propre terrain, me paraît être une des responsabilités majeures de l'Etat.

Sauvegarder l'unité et le moral du Pays, s'opposer franchement aux propagandes antinationales et à toutes les formes les plus insidieuses de l'action adverse sont sans aucun doute des tâches immenses mais qui ne peuvent être éludées.

LA COMMUNAUTE EXIGE UNE FRANCE FORTE INTERIEUREMENT ET EXTERIEUREMENT.

Telle qu'elle était proposée aux peuples africains, la Communauté, conséquence naturelle et logique de l'oeuvre séculaire de la France dans les Pays d'Outre-Mer, devait rencontrer leur adhésion sincère et unanime.

Je n'arrive pas à concevoir pour quelles raisons profondes les africains que je connais bien, que rien ne séparait de nous, qui nous avaient témoigné tant de loyal attachement et même d'affection, puissent en si peu de temps manifester le désir de se détacher de la France, pour s'orienter vers le camp du "neutralisme" et voter avec les communistes à l'O.N.U.

Une propagande adverse effrénée est sans aucun doute à l'origine de ce mouvement séparatiste qui s'accroît chaque jour. Mais je pense aussi, et j'en suis bien convaincu, que la politique algérienne actuelle, la solution envisagée pour régler le problème algérien, ont suffi pour jeter le trouble dans l'esprit des peuples africains, leur faire perdre confiance dans la France et les amener à rechercher par eux-mêmes et en eux-mêmes la solution de leurs propres problèmes.

Seule à mon sens une politique de défense de l'Algérie Française peut rétablir cette situation fort compromise, en recréant un climat de confiance négligemment détérioré, en rétablissant l'ouverture du pont algérien entre France et Afrique.

FIDELITE A NOS ALLIANCES

Dans la situation où risque de nous placer le séparatisme africain avec la perte de positions indispensables à notre Défense, réaffirmer la fidélité à nos alliances serait à mon sens la seule politique logique et raisonnable. Boudier nos alliés, vouloir faire cavalier seul, est-ce là vraiment l'attitude qui convient alors qu'il apparaît plus que jamais nécessaire d'opposer à la poussée constante du bloc communiste un bloc occidental cohérent et sans faille.

L'heure n'est plus aux questions personnelles de prestige, de préséance, de prépondérance. Chacun, tout en garantissant ses besoins particuliers, doit apporter à la coalition la plus entière coopération, accepter lorsqu'il est nécessaire l'intégration de ses moyens, sauf les sacrifices sur la souveraineté nationale, et consentir par contre, les sacrifices indispensables que réclame la Défense commune.

Réaffirmer nos alliances me paraît une condition fondamentale à la promotion d'un ordre international cohérent et efficace des pays libres décidés à lutter pour défendre leur patrimoine commun, fondé sur le respect et la dignité de la personne humaine, pour assister les peuples sous-développés et les mettre en mesure de résister à la pénétration des doctrines totalitaires, enfin pour définir une stratégie globale occidentale susceptible de faire échec à la stratégie globale des Etats soviétisés.

Telle est la tâche de grande noblesse qui, à mon sens, doit être celle de la France pour se maintenir au premier rang des Nations.

Mesdames, Messieurs,

J'en termine.

.... /

Le 2 Décembre 1956, jour où m'était confié le commandement militaire en Algérie, je m'adressais ainsi aux troupes de toutes armes :

"En soldats fidèles à l'idéal humain légué par ceux qui ont fait l'Algérie, de tout votre cœur, de toute votre intelligence, unis aux Français des deux Communautés qui furent les Compagnons de nos luttes pour la libération du sol national et qui ont partagé nos peines sous d'autres cieux, vous vous accrocherez à la reconquête des cœurs.

" Vous frapperez durement et sans relâche les assassins qui troublent l'ordre et la sécurité : pour eux, point de quartiers.

" Vous serez purs et fraternels avec cette population admirable qui souffre, vous la protégerez, vous la respecterez et vous garantirez la sauvegarde de ses biens.

" Et maintenant, sans faiblesse, la tête haute, portez fièrement le drapeau de la Patrie et montrez au Monde que l'Algérie, c'est la France. "

Pendant plus de deux ans, avec à nos côtés ces valeureux et nobles garçons du Contingent, nous n'avons cessé de lutter pour cet Idéal.

Pensant que la Paix en Algérie, la Paix Française, conditionne essentiellement la rénovation de la France dans ses esprits et dans son avenir de grande Puissance, je vous ai exposé qu'il était évident pour moi que ce problème ne pouvait être traité isolément : d'où le cadre dans lequel je l'ai placé.